

# L'heure du réveil a sonné pour l'Europe

MIS EN LIGNE LE 24/03/2017 À 12:09

✍ PAR ETIENNE DAVIGNON, MINISTRE D'ETAT, ET UN COLLECIF DE SIGNATAIRES\*

Une cinquantaine de personnalités européenne se rallient à l'appel lancé par Etienne Davignon, qui dégage 7 priorités pour la pérennité du modèle européen.



**L**e débat européen est confus, il se caractérise par le doute, la peur et le désenchantement.

Nous, nous rebellons. Nous pensons qu'il est possible d'être lucide sans sombrer dans le pessimisme. Annoncer le pire n'est pas un brevet de sagacité. Les défaitistes sont intelligents, les volontaristes des illusionnistes, rejetons cette imposture.

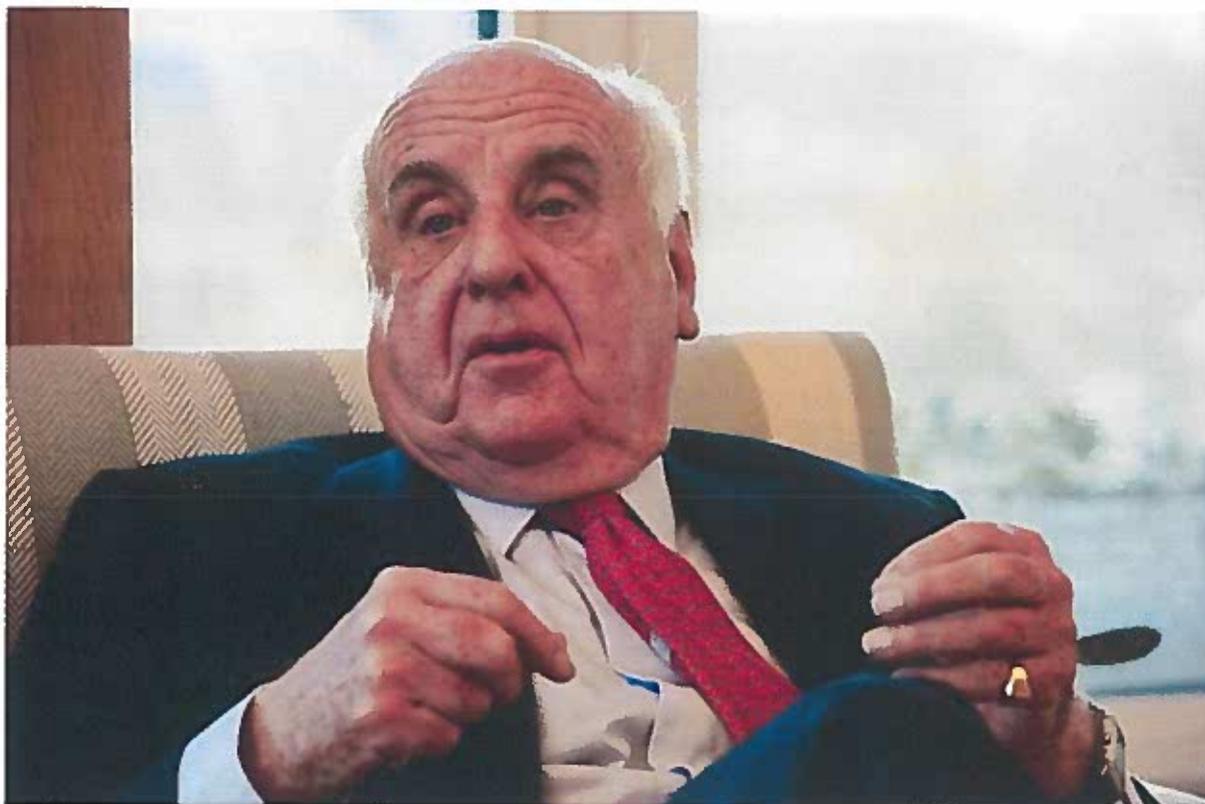
Depuis l'Antiquité, l'histoire politique de l'Europe se décline par la référence aux guerres barbares qui n'ont cessé de ravager notre continent et de faire croître le nombre de victimes.

Depuis 70 ans, les Européens ont changé le cours de leur histoire. Les événements qui nous entourent témoignent de ce que la paix est une réalité fragile. Il ne faut pas être un expert pour s'en rendre compte.

Assurer la paix est le premier devoir de notre Union.

Les Européens sont et seront de plus en plus minoritaires au sein de la population mondiale. C'est l'inexorable conséquence de l'évolution du monde.

Assurer la paix est le premier devoir de notre Union.



Le refus de la fatalité est la conviction légitime de ceux qui croient que l'avenir leur appartient.

Notre destin n'est pas de devenir une entité périphérique.

Confrontés à la globalisation et à l'accélération du changement, nos peuples veulent que notre modèle de société soit préservé.

Ils ont raison car les modèles de repli sur soi ont toujours échoué et ne réussiront pas plus cette fois.

Qui peut honnêtement contester le rôle de l'Union européenne ? Elle garantit au citoyen la qualité de la nourriture, la qualité de l'eau, elle fait baisser les coûts du téléphone, d'internet, des transports, de l'énergie. Elle certifie la qualité des nouveaux médicaments.

Nos libertés individuelles sont garanties par notre charte des droits fondamentaux.

N'oublions pas en 1957, seules 12 des membres actuels de l'Union étaient des démocraties.

L'Europe est la seule entité au monde dont le modèle social offre à chacun l'éducation, les soins de santé, un revenu minimal, une pension, des congés annuels, l'égalité entre les hommes et les femmes.

Bien sûr, si le modèle est incontestable, il est encore imparfait. Trop d'inégalités persistent.

Inébranlable doit être notre volonté d'assurer la justice sociale.

Que faire alors ? Le bon sens nous commande d'avancer.

M. Juncker a bien fait, à ce stade, de se borner à interpeller les Etats membres et le Parlement européen en décrivant 5 options. Une fois les réactions enregistrées, le véritable débat sur l'Union pourra s'engager.

## Mythes et priorités

Cette initiative était également indispensable pour que l'Union européenne ne se laisse pas paralyser par la décision du Royaume-Uni de retourner au grand large.

Pour comprendre notre démarche, deux mythes doivent être écartés :

1. Certains Etats membres cachent leurs réticences en affirmant que peu de choses sont réalisables sans modification du Traité.

Toutes nos propositions sont compatibles avec les possibilités ouvertes par le Traité de Lisbonne.

La décision ne dépend donc que de notre volonté.

2. Une Union à plusieurs vitesses serait antinomique avec le concept même du projet européen. Voilà encore une imposture.

Durant ces 60 ans d'existence, les obligations des Etats membres n'ont jamais été identiques. Le traité original, non seulement le permettait mais le prévoyait.

Les périodes de transition différenciées ont organisé ces différences. Les « opt out » pour certaines matières les ont consacrées.

Alors, nous n'inventons rien, nous ne mettons pas en cause l'essentiel, nous organisons les différences.

Elles seront permanentes ou provisoires en fonction du seul choix des Etats membres.

Quelles sont les priorités ?

**1. L'Eurozone.** Il a été possible, dans la douleur, d'éviter que la crise financière née aux Etats-Unis détruise notre union monétaire. Mais la fragilité de la structure doit être corrigée.

Si la Banque Centrale a assumé pleinement son rôle, le Conseil des Ministres a affiché sa faiblesse et a été contraint de recourir à des procédures intergouvernementales.

Le Conseil de l'euro doit devenir une institution de l'Union compétente pour tous les aspects et réalisations de l'UEM. Au sein du Parlement européen, les parlementaires concernés doivent pouvoir exercer leurs responsabilités vis-à-vis des délibérations de ce Conseil.

La gestion d'une Union économique et monétaire impose des développements qui ne sont pas requis pour ceux qui n'en font pas partie. Cela concerne tant les devoirs exigés que les bénéfices attendus. Bien entendu, la zone euro restera ouverte à ceux qui le souhaiteront et réuniront les conditions pour la rejoindre. Un des grands mérites de la construction européenne a été de ne contraindre aucun Etat membre, mais en contrepartie aucun Etat membre ne peut contraindre les autres à ne pas progresser.

**2. La protection.** Le marché unique doit être sauvegardé. Son attractivité donne à l'Union la force nécessaire pour protéger ses intérêts fondamentaux dans toute négociation.

La menace terroriste ne peut être contrecarrée que par une stratégie reposant sur 4 piliers :

– Une collaboration exemplaire et efficace au niveau de la coopération policière et judiciaire. Le contrôle des frontières extérieures est une nécessité incontournable.

– Pour que la libre circulation des personnes (Schengen) soit possible, les moyens correspondant à l'ampleur du défi doivent être dégagés. Une lutte sans merci contre les passeurs doit être activée.

– Pour les citoyens qui viennent s'établir dans l'Union, un respect implacable de nos valeurs fondamentales doit être exigé

Mais bien entendu, cela implique aussi le respect par tous les Etats membres de notre charte des droits fondamentaux, le bien commun de l'Union. Les manquements devront être sanctionnés au même titre que d'autres violations du Traité.

– L'Union doit continuer à apporter son aide aux pays affectés par ces conflits via sa politique d'aide au développement pour qu'ils parviennent à surmonter les conséquences économiques et financières provoquées par les conflits à leur porte.

**3. La politique migratoire.** Il convient d'établir une claire distinction entre les victimes de conflits et ceux qui veulent s'établir dans l'Union. La solidarité ne peut être mise en cause. Ne pas faire la différence entre les victimes des guerres civiles et ceux qui les provoquent est scandaleux.

**4. Défense.** L'indépendance exige une capacité militaire. Les circonstances actuelles imposent que se concrétise enfin cette aspiration. Un nouveau traité n'est pas nécessaire mais des premières réalisations sont indispensables.

**5. Croissance.** Le désenchantement européen a coïncidé avec la chute de la croissance. La relance de l'investissement est nécessaire, le moment est venu de distinguer dans les budgets des Etats ce qui contribue à la croissance et leur réserver un traitement particulier.

**6. Jeunesse.** La reconnaissance mutuelle des diplômes et Erasmus ont contribué à ce que pour les jeunes générations, l'Europe est devenue une plateforme unique. Il faut continuer dans cette voie en réalisant les mêmes équivalences et les mêmes échanges pour les formations techniques et d'apprentissage.

**7. Environnement.** La protection de notre environnement et le développement durable sont le défi de ce siècle. Y a-t-il vraiment quelqu'un qui puisse penser que ce sujet puisse se traiter valablement en dehors de l'Union ?

**La protection de notre environnement et le développement durable sont le défi de ce siècle**

**8. L'innovation.** L'inquiétude des milieux scientifiques britanniques démontre à l'évidence la valeur ajoutée de la politique européenne de la Recherche.

La conclusion est simple. Sans l'Europe, notre avenir est sombre.

Que nos dirigeants en soient conscients, ils sont aujourd'hui les auteurs de ce qui sera demain notre histoire.

Nous ne pouvons nous borner à n'être que des gestionnaires du présent. Nous avons besoin de dégager une perspective qui commandera la stratégie et l'action. Les priorités ne se définissent que par rapport aux objectifs retenus.

Il n'y a de bon vent que si nous connaissons le port que nous voulons rallier.

Osons la fierté pour ce que nous avons déjà pu réaliser, la lucidité pour corriger les erreurs commises, la solidarité sans laquelle il n'y a pas d'avenir commun.

Ce sont nos convictions.

**\* Les autres signataires :** Edmond Alphandery, Francisco Balsemao, Enrique Baron, Franco Bassanini, Joachim Bitterlich, Laurens Jan Brinkhorst, Elmar Brok, Philippe Busquin, Jean-Pierre Buyle, Willy Claes, Gerhard Cromme, Henri De Castries, Jaap De Hoop

Scheffer, Jacques Delors, Henrik Enderlein, Mark Eyskens, Ferdinando Nelli Feroci, Franco Frattini, Jose Maria Gil-Robles, Elisabeth Guigou, Pierre De Boissieu, Wolfgang Ischinger, Fiorella Kostoris, Pascal Lamy, Eneko Landaburu, Enrico Letta, Yves Leterme, Thomas Leysen, Louis Michel, Stefano Micossi, Philippe Maystadt, Marcello Messori, Gérard Mestrallet, Joëlle Milquet, Mario Monti, Annemie Neyts, Antonio Padoa Schioppa, Riccardo Perrischi, Andris Piebalgs, Romano Prodi, Claude Rolin, Onno Ruding, Ferdinando Salleo, Jacques Santer, Javier Solana, Antoinette Spaak, Gianni Toniolo, Loukas Tsoukalis, Françoise Tulkens, Herman Van Rompuy, Antonio Vitorino.